

La Fnaqpa et l'AD-PA s'inquiètent du remplacement des personnels non vaccinés

Article 30/08/2021

L'impact du passe sanitaire au sein des Ehpad et les craintes des directeurs liées à l'arrivée de l'obligation vaccinale, voilà les sujets abordés fin août lors d'une réunion au ministère délégué chargé de l'autonomie, ont rapporté la Fnaqpa et l'AD-PA auprès de Gerontonews.

J-15 avant l'entrée en vigueur "partielle" de [l'obligation vaccinale anti-Covid](#) dans les établissements médico-sociaux.

Déjà depuis [le 9 août](#), les personnels exerçant dans les Ehpad ainsi que les visiteurs doivent être munis de leur passe sanitaire (vaccination complète, dépistage négatif ou certificat de contre-indication).

Dès le 15 septembre, un dépistage sera exigé pour les professionnels avec un schéma vaccinal partiel, en revanche, ce sera le début des suspensions d'activité pour ceux n'ayant toujours pas reçu de première dose. Puis, à compter du 15 octobre, ce seront ceux au schéma vaccinal incomplet qui connaîtront une suspension d'exercice.

Réunis le 27 août avec le cabinet de Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie, plusieurs fédérations du grand âge dont la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa) et l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA) ont détaillé leurs craintes quant à cette date fatidique. La réunion, qui initialement devait porter uniquement sur l'éthique, a comporté un chapitre sur l'obligation vaccinale, comme l'indique Brigitte Bourguignon dans un tweet publié le 26 août.

Avec mes équipes, j'ai réuni ce matin les membres du groupe [#éthique](#).

L'occasion d'évoquer les enjeux de la rentrée:

- ☞ campagne de rappel pour les + de 65 ans
- ☞ politique d'aller vers pour les 2 millions d'ânés encore non vaccinés
- ☞ obligation vaccinale des professionnels pic.twitter.com/URffj8UVX5

- Brigitte Bourguignon (@BrigBourguignon) [August 27, 2021](#)

Au coeur des crispations, le remplacement du personnel soignant qui n'ira pas se faire vacciner.

Si la vaccination a connu une progression depuis [l'annonce de l'obligation par Emmanuel Macron](#), mi-juillet, il reste encore des irréductibles.

Selon les chiffres publiés sur le site Géodes (Santé publique France), **au 26 août, 86,5% des soignants exerçant en Ehpad et en unités de soins de longue durée (USLD) ont reçu une première dose contre 62,9% au 13 juillet**, jour de l'allocution du résident de la République.

Si le compte y est presque, les établissements doivent tout de même anticiper les éventuels refus de leurs salariés. Comment s'organiser dès septembre en cas de suspension de plusieurs d'entre eux? C'est l'une des craintes soulevées par la Fnaqpa. "C'est une cause de soucis dans les établissements", réagit auprès de Gerontonews Clémence Lacour, responsable des relations institutionnelles de la fédération.

Là où le bât blesse, c'est que le secteur manque déjà cruellement de bras.

De plus, la vaccination aurait accentué certaines pénuries. "Il y a un réel problème de recrutement des infirmiers ces derniers mois car ils ont été beaucoup sollicités dans les centres de vaccination. Plusieurs Ehpad ont fonctionné en mode dégradé cet été", poursuit-elle.

A l'AD-PA, le président, Pascal Champvert, abonde aussi en ce sens: "Même les sociétés d'intérim nous disent qu'ils n'ont plus d'infirmiers et les vacataires ne sont pas disponibles non plus!"

Pour l'association, c'est aux pouvoirs publics d'anticiper pour le terrain. "Ce n'est pas aux directeurs d'établissements de trouver la solution mais à l'Etat. C'est un problème majeur, que va-t-on faire dans les établissements où il y a trois infirmiers dont deux qui ne souhaitent pas se faire vacciner? On hospitalise le résident et il reçoit des soins infirmiers quotidiens? On ferme l'établissement? On demande aux personnels non vaccinés de revenir?", enchaîne-t-il.

La question semble toujours en suspens au ministère de l'autonomie. Interrogé par Gerontonews sur l'alternative possible, le cabinet de Brigitte Bourguignon a assuré "être bien conscient du sujet" et "rester dans le dialogue avec les fédérations", sans entrer dans le détail.

Seule lueur d'espoir à l'horizon, une hausse de la vaccination jusqu'à atteindre les 100% des soignants. "Beaucoup de soignants disent qu'ils se vaccineront au dernier moment, c'est une manière de manifester leur désaccord et mécontentement, nous ferons les comptes à ce moment", analyse Pascal Champvert.

Heures de visites restreintes avec le passe sanitaire

L'application du passe sanitaire a aussi fait l'objet d'un bilan au cours de cette réunion. Si l'AD-PA et la Fnaqpa dressent un constat plutôt positif de sa mise en place en structure, ils ont tout de même remonté des difficultés d'organisation. "Les familles de résidents ont alerté de l'impact de ce passe sur les heures de visites parfois limitées", explique Clémence Lacour.

Actuellement, ce sont les accueils qui ont endossé le rôle d'agent de vérification du passe sanitaire à l'entrée de l'établissement. "Les horaires de visite se superposent aux horaires des personnels de l'accueil. Certains établissements manquent de personnel et restreignent ces heures de visites", précise-t-elle.

Même si les pouvoirs publics avaient noté noir sur blanc dans la [foire aux questions](#) que les surcoûts liés au contrôle du passe sont à la charge de l'établissement, la Fnadepa réclame un geste financier pour ne pas priver les résidents de leurs proches.

L'AD-PA aussi souhaite un coup de pouce pour embaucher des professionnels à mi-temps, "complémentaires des agents d'accueil", afin d'élargir les plages de visite. "Les Ehpad n'ont pas forcément d'agent de sécurité comme dans les supermarchés et il n'y a pas eu de renforts cet été. Donc après 17h ou 18h et le dimanche, il n'y a plus de visites possibles", illustre Pascal Champvert.

L'association propose également de simplifier le circuit. "Il faut un peu de souplesse. Par exemple, ne plus demander le passe sanitaire d'une famille vaccinée qui vient tous les jours ou tous les deux jours. Cela permettrait de rendre visite à ses proches en dehors des horaires d'accueil [avec contrôle]", suggère-t-il.

Une nouvelle réunion se tiendra mercredi 1er septembre sur la stratégie vaccinale, a confirmé à Gerontonews le cabinet de Brigitte Bourguignon.

sm/nc

Sophie Martos